

Essentiel
scientifique

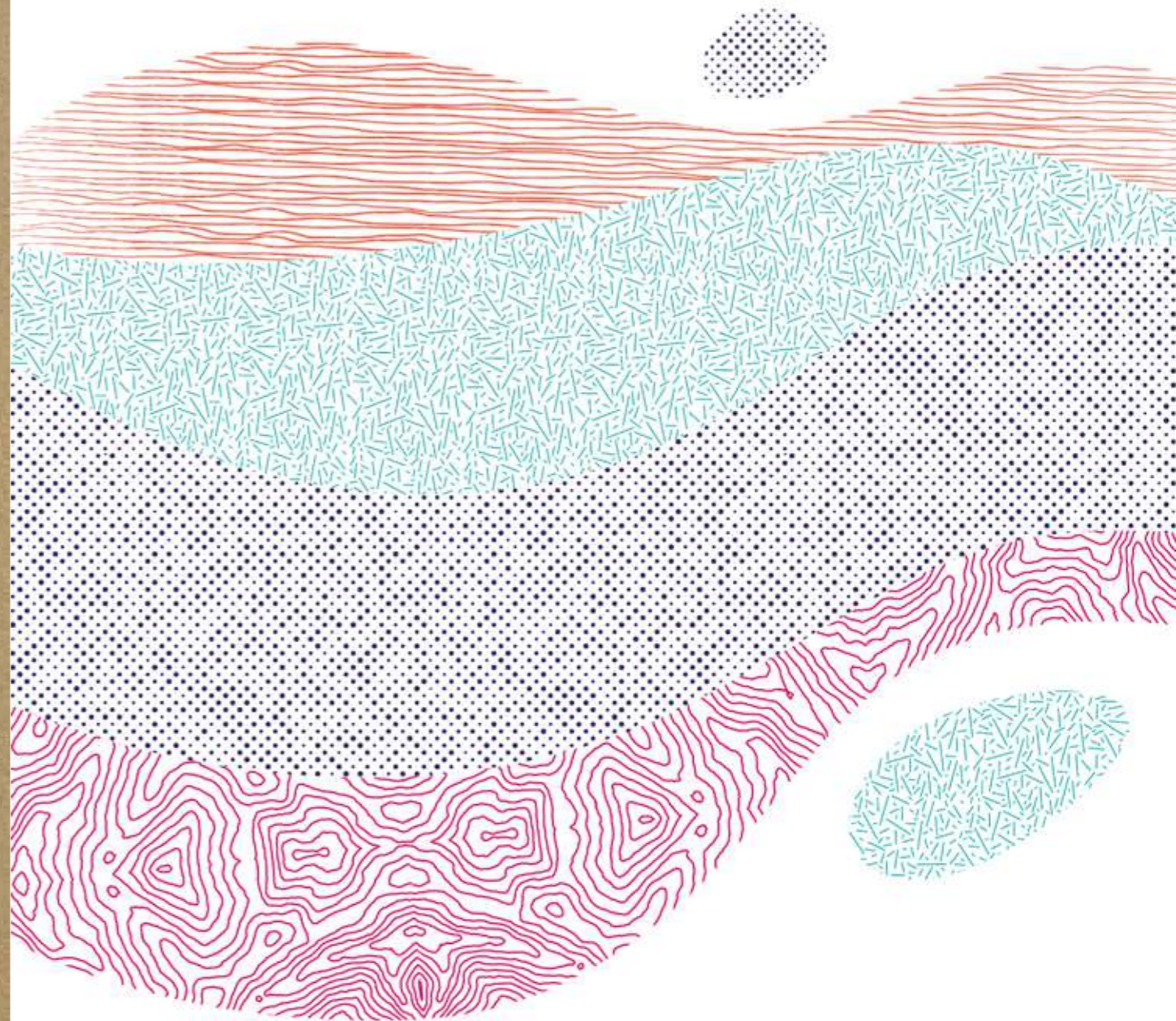


DE RECHERCHE
AU CŒUR DES
VULNÉRABILITÉS

FONDATION
croix-rouge française



| Pour la recherche humanitaire et sociale



FONDATION
croix-rouge française



| Pour la recherche humanitaire et sociale

1 Transition humanitaire



Transition humanitaire

Un programme complet

23

recherches
soutenues

13

territoires

6

conférences
internationales

5

ouvrages
collectifsL'ÉMERGENCE D'UN
OBJET DE RECHERCHE

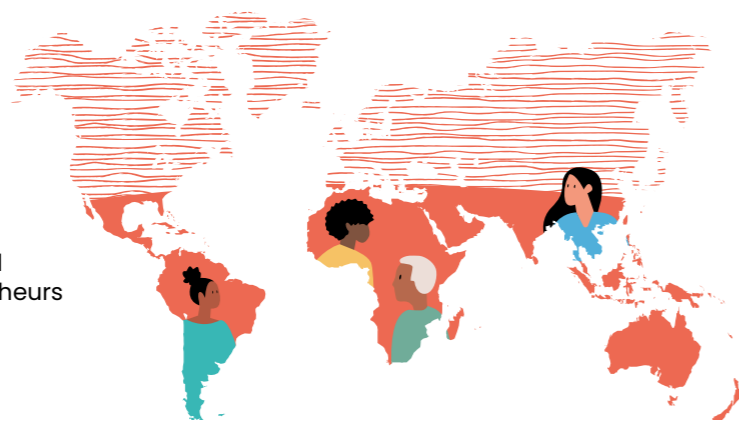
L'action humanitaire moderne dans sa forme laïque et universelle initiée il y a 160 ans par Henry DUNANT, a connu de nombreuses crises et ruptures, en réaction à différents conflits armés, aux grandes catastrophes, qui ont transformé les façons d'agir et de protéger les populations. Toutefois, au-delà des grands bouleversements géopolitiques avec lesquels elle s'est façonnée et de sa montée en puissance depuis la fin de la guerre froide, le secteur humanitaire fait face aujourd'hui à des transformations plus profondes, qui tendent à remettre en cause certains de ses fondements, bouleversent son architecture et interrogent ses pratiques.

Partant de ce constat, la Fondation a formulé le besoin de nouvelles analyses à travers la notion de transition humanitaire, comme un objet de recherche permettant d'étudier plus précisément les dynamiques marquant « le passage d'un paradigme dominant de solidarité Nord-Sud d'essence occidentale à un modèle beaucoup plus complexe »¹ et ses enjeux éthiques. La Fondation en a fait le socle d'un programme de recherche unique, conduit au cours de ces dix dernières années, au travers de bourses de recherche, conférences et publications académiques. Il explore tout particulièrement la place et le rôle des acteurs « locaux » au sein du système de l'aide internationale en mobilisant la diversité de la recherche. Ce programme s'est d'abord focalisé sur les « mutations profondes » observables à travers l'entrée de nouveaux acteurs et pratiques avec le premier appel à bourses lancé en 2014, intitulé « Réalités et perspectives de la transition humanitaire dans les pays bénéficiaires de l'aide internationale ». Les chercheurs ont tout d'abord interrogé les liens entre les acteurs humanitaires et les acteurs publics dans les pays concernés par les crises, qu'il s'agisse de la question de la souveraineté des États bénéficiaires de l'aide internationale, du comportement des acteurs traditionnels ou de leurs perceptions, l'émergence de bailleurs, ou encore le renforcement de « l'humanitaire d'État ». Puis ils se sont focalisés sur les transformations des besoins, que ce soit sur le plan qualitatif ou quantitatif,

qui appellent de nouvelles pratiques, de nouvelles formes de financements, des innovations technologiques, sociales et organisationnelles, et enfin l'émergence d'acteurs et réseaux, basés au Sud, avec des modèles économiques hybrides.

Dès le lancement de la Fondation, en pleine période de préparation du Sommet humanitaire mondial de 2016, Jean-François MATTEI et Virginie TROIT ont formulé, dans le cadre de la notion de transition, la nécessité, d'une part d'accompagner les observations scientifiques et le dialogue avec les praticiens par la réflexion éthique, (à distinguer de la morale, la déontologie ou du droit), et d'autre part de définir un « questionnement inévitable suscité par des situations inédites qui imposent de nouveaux choix »². En ce sens, ils proposent une analyse de la relation entre l'aidant et la personne aidée, en mobilisant les principes de bioéthique transposés à l'humanitaire, en complémentarité des principes humanitaires qui guident le comportement des acteurs et le sens qu'ils donnent à l'action. D'autre part, observant un rapport déséquilibré entre Nord et Sud, a fortiori dans le secteur de la recherche, ils appellent à répondre collectivement au « besoin d'un effort de recherche inédit en sciences humaines et sociales associant, certes les opérationnels, mais aussi anthropologues, sociologues, philosophes et juristes de différentes cultures pour tenter de mieux appréhender les conditions de la transition humanitaire ». Ces réflexions se retrouvent au cœur du programme de recherche sur la transition humanitaire, et se matérialisent à partir de 2018, par un nouvel appel à candidatures pour bourses de recherche, intitulé « Transition humanitaire : les enjeux de l'autonomie », visant autant à contribuer à l'agenda de la localisation qu'à l'étudier. Depuis la Fondation conduit des programmes de recherche au plus près des universitaires des pays concernés, à travers l'octroi de bourses de recherche, mais aussi par l'organisation de conférences au Sénégal, en Côte d'Ivoire, à Madagascar, au Liban, au Cameroun et au Kenya.

57%
des recherches au Sud
menées par des chercheurs
des pays concernés



“ **A**ucune entreprise humaine ne peut progresser sans consacrer une part de ses efforts à la recherche et à l'innovation. L'action humanitaire n'échappe pas à la règle et l'enjeu en vaut la peine. »

Pr Jean-François MATTEI, Président honoraire de la Croix-Rouge française, ancien président du Fonds Croix-Rouge française

UNE NOTION CONFRONTÉE AUX RÉALITÉS DU SECTEUR HUMANITAIRE

Ces dix dernières années, les crises humanitaires ont connu une évolution significative due notamment à l'évolution du contexte géopolitique mondial, l'impact des catastrophes naturelles, ou bien la transformation des conflits armés. Les déplacements forcés de populations ont considérablement augmenté durant la dernière décennie, ponctuée par une année 2022 record avec plus de 100 millions de personnes déplacées³. La pandémie de COVID-19, dans le sillage d'autres crises épidémiques importantes (qu'il s'agisse de maladies infectieuses comme Ebola, le SIDA ou de maladies vectorielles) a mis en lumière les failles des systèmes de santé, que ce soit au Nord ou au Sud, et la capacité de réponse des acteurs humanitaires. Enfin, l'une des évolutions majeures des crises humanitaires a été l'augmentation de la fréquence et de l'ampleur des catastrophes naturelles, en particulier

celles liées au changement climatique⁴. Les ouragans, les inondations, les vagues de chaleur ont un impact de plus en plus important sur les populations. Les besoins humanitaires ont par conséquent fortement augmenté, et les estimations les plus récentes font état de plus de 300 millions de personnes concernées, et de plus de 50 milliards de dollars américains nécessaires⁵. Si les financements ont été également augmenté de manière historique, ils demeurent bien inférieurs aux besoins.

En dix ans, le secteur humanitaire a également connu autant de tensions que d'avancées sur les relations entre les acteurs internationaux et locaux, des relations marquées par le Sommet humanitaire mondial d'Istanbul en 2016, premier sommet de la sorte souhaité par le Secrétaire général des Nations unies et conclu par une série de mesures dont l'accord du « *Grand Bargain* ». Appelant à des réponses « aussi locales que possible, aussi internationales que nécessaire », ce Grand compromis⁶ a mis sur le devant de la scène l'impératif de « localisation de l'aide humanitaire », à travers une augmentation des financements directs alloués aux acteurs humanitaires locaux. Toutefois, force est de constater que cet engagement peine à se réaliser dans les faits, malgré de nombreuses promesses, dont celle qui engage les donateurs et organisations d'aide à fournir 25% du financement humanitaire mondial aux intervenants locaux et nationaux d'ici 2020. Le secteur reste aujourd'hui largement concentré sur des agences multilatérales, ou certaines ONG internationales. À l'autre extrémité de l'échelle, les ONG nationales et locales ont reçu en 2022 seulement 1,2% de l'aide humanitaire internationale totale⁷.

S'il est resté fidèle à ses objectifs initiaux, le programme Transition humanitaire n'a eu de cesse de soutenir la réflexion sur les enjeux et les dynamiques à l'œuvre au sein du secteur humanitaire. Il s'éloigne des cloisonnements traditionnels entre urgence et développement pour laisser aux chercheurs la liberté de revisiter les temporalités, les discours et les représentations. Ainsi, de nombreux travaux de recherche ont porté sur l'humanitaire local, sur l'émergence de nouveaux acteurs, ou encore sur les coulisses du secteur dans des contextes différents. De la même manière, le programme Transition humanitaire s'est nourri et inspiré des nombreux travaux scientifiques menés autour de l'aide internationale, qu'ils soient francophones ou internationaux. En 10 ans, la Fondation a soutenu plus de 25 chercheurs à travers des bourses postdoctorales.

MIEUX COMPRENDRE : les acteurs et les pratiques humanitaires

Depuis 10 ans, le programme « Transition humanitaire » s'intéresse à l'action humanitaire comme un objet de recherche à part entière, et s'attache à mieux en comprendre le contexte, les principaux acteurs, les relations de pouvoir et dépendance. Il encourage également une approche spécifique à chaque pays concerné par l'aide internationale, pour aborder les enjeux et les modalités de la transition humanitaire dans un cadre national, la reconnecter aux dynamiques de l'action sociale et aux politiques publiques. En somme, il s'agit d'étudier tant la « scène », que les « coulisses » de l'action humanitaire.

1. ORGANISATIONS HUMANITAIRES, ACTEURS PUBLICS ET COORDINATION DE L'AIDE : VERS UNE NOUVELLE DONNE

Acteurs centraux de la protection des populations, les États entretiennent des relations ambivalentes avec les acteurs humanitaires. Les États qui fournissent de l'aide, au nom de la coopération et de la solidarité internationale doivent pouvoir se coordonner avec les acteurs publics des pays et territoires où ils interviennent et être redevables de leurs actions tout en préservant les principes des organisations mobilisées. Les acteurs humanitaires doivent comprendre et anticiper les logiques de prise en charge, de contrôle, voire d'instrumentalisation qui peuvent être mises en œuvre au nom de la souveraineté, et composer avec des dynamiques géopolitiques. Ailleurs, des États reprennent la main sur la réponse aux vulnérabilités, en déployant des politiques ou dispositifs destinés à compléter ou remplacer les acteurs humanitaires.

À Madagascar, la politiste **Christiane RAFIDINARIVO** a étudié le rôle émergent du Bureau National de Gestion des Risques et Catastrophes de Madagascar, dans la réponse aux désastres. Elle s'intéresse aux logiques de financement de cette institution récente, chargée de coordonner toutes les interventions touchant à l'humanitaire à Madagascar, mais aussi à ses dynamiques de collaboration avec les acteurs internationaux, et notamment les bailleurs de fonds.

Dans une perspective de coordination accrue, de nombreux États tendent à renforcer leur position d'acteurs centraux de la réponse humanitaire. La Fondation a soutenu plusieurs projets de recherche illustrant ces dynamiques. Par exemple, l'anthropologue **Jeanne SEMIN** a étudié la réponse sociale apportée aux enfants talibés à Saint-Louis (Sénégal). À partir d'une recherche-action effectuée avec les acteurs impliqués, elle analyse les synergies entre acteurs publics et associatifs, définis comme des médiateurs entre la rue et l'État. Mené durant le lancement d'un plan de retrait des enfants des rues par les autorités, son projet témoigne enjeux de collaboration entre l'État et la société civile.

Au Niger, comme dans l'ensemble du Sahel, les dynamiques conflictuelles et les parcours migratoires ont largement influencé la réponse sécuritaire des États concernés, et de la communauté internationale. Ces dynamiques ne sont pas sans influence sur les activités humanitaires, à travers les besoins que cela occasionne, et du fait de l'impact des réponses sécuritaires sur les travailleurs humanitaires. Dans cette optique, les travaux de l'anthropologue **Tatiana SMIRNOVA**, menés au Niger en 2018, mettent en lumière l'organisation de l'espace sécuritaire dans la réponse aux déplacements liés au conflit, en se focalisant sur les relations entre acteurs. Elle interroge notamment les modes de gouvernance des populations qui sont mis en œuvre.

Dans une autre partie du Niger, l'évolution des réglementations nationales et internationales a conduit à faire du pays un acteur majeur des politiques migratoires. Le durcissement du contrôle des frontières a contribué à la dégradation de la situation socio-économique déjà précaire du pays, suscitant d'autant plus l'envie des jeunes nigériens d'émigrer de la région d'Agadez. Dans cette optique, la sociologue **Aissata Issane IGODOE** a exploré les stratégies des acteurs aussi bien locaux que humanitaires face aux enjeux migratoires. Elle s'interroge sur le rôle des ONG locales pour appréhender les flux migratoires, tout en questionnant les enjeux socio-économiques et culturels sous-jacents.

En Afrique de l'Est, plusieurs pays connaissent des contextes de conflit armé ayant parfois conduit à des relations tendues entre États et ONG internationales. Le projet de recherche de l'anthropologue **Alice CORBET**, soutenue en 2017, s'intéresse aux interactions entre les acteurs face à l'afflux de réfugiés sud-soudanais dans la région de Gambella à partir de 2013. Ses travaux s'appuient sur les réalités de la gestion des réfugiés.

Dans une autre région, la politiste **Danielle TAN** a étudié des dynamiques similaires au Laos. En ayant recours à l'utilisation des systèmes d'information géographique (SIG), la chercheuse présente une cartographie des acteurs, des dynamiques et des modes de gouvernance pour maximiser l'efficacité des projets, dans un contexte où les ressources ainsi que le nombre d'acteurs sont limités.



© Laos - IFRC

ZOOM CHERCHEUR

Le jeu et le dessin au service de l'anthropologue

Pour réaliser sa recherche sur les vulnérabilités et prises en charge des enfants en situation de rue à Saint-Louis du Sénégal, Jeanne SEMIN a utilisé plusieurs méthodes, dont l'observation de jeux libres et l'organisation d'ateliers dessins.

Proposée dans le champ disciplinaire de l'anthropologie de l'enfance, la méthode des jeux libres permet d'avoir accès à la réalité vécue par les enfants.

« Les jeux libres sont pour les enfants d'une richesse inégalable en matière de construction personnelle. Leur pratique est universelle et caractéristique de l'enfance. Mes questions à travers ces temps d'observation étaient de savoir dans quelle mesure les enfants des rues de Saint-Louis jouent effectivement, à quoi ils jouent et ce que leurs jeux nous apprennent sur leur univers. Ils jouent, en effet, dans l'espace de liberté que représente pour eux, la rue. »

Jeanne SEMIN a aussi mis en œuvre des ateliers dessins dans plusieurs associations, au cours de séances où 10 à 15 enfants accompagnés par celles-ci avaient été conviés par les animateurs des centres. Les enfants talibés âgés d'entre 6 et 14 ans avaient trois consignes : « 1- Dessinez la personne que vous aimez le plus au monde ; 2- Dessinez votre vie quotidienne aujourd'hui ; 3- Dessinez le métier que vous voudriez exercer plus tard. Pour chaque dessin, y compris les dessins libres, un commentaire était demandé à l'enfant sur ce qu'il avait voulu dessiner. » Cette activité n'est pas une évaluation, mais bien un exercice ludique visant à mieux connaître les enfants qui fréquentent les associations. Comme l'a écrit Françoise DOLTO, le dessin libre apparaît comme « une expression, une manifestation de la vie profonde ».

Le nombre important de dessins récoltés a permis à Jeanne SEMIN de « souligner quelques caractéristiques communes, comme des indices de la façon dont les enfants se situent au sein de l'espace social, dans leur relation à l'adulte, au maître, à la famille, aux camarades... »



Jeanne SEMIN
Docteure en anthropologie

2. LES NOUVEAUX ACTEURS HUMANITAIRES

De nombreux acteurs et nouveaux modèles sont apparus dans le secteur humanitaire ces dernières années, en particulier au Sud. ONG transnationales, coalitions, réseaux, sont autant d'innovations organisationnelles qui accompagnent le mouvement de transition humanitaire, et proposent de nouvelles manières de faire, ou des modes de gouvernance inédits pouvant éclairer d'autres secteurs.

Au-delà du changement de paradigme entre Nord et Sud, l'une des caractéristiques du mouvement de transition humanitaire réside dans l'apparition et le développement de nouvelles formes organisationnelles dans l'humanitaire, en particulier au Sud. Témoinant d'une volonté de « faire l'humanitaire autrement », l'organisation étudiée présente par exemple un nouveau modèle d'organisation, se fondant principalement sur le soutien à des acteurs locaux. Menée au Niger, la recherche de l'anthropologue **Marion PECHAYRE** a montré comment l'ONG, prenant racine dans un terreau d'idées et pratiques issues de MSF, s'est progressivement transformée en une collaboration symbiotique bénéficiant tant aux ONG locales, qu'à ALIMA. Elle démontre également que les enjeux de la collaboration permanente ont conduit à une négociation des comportements et stratégies d'action, permettant d'échapper aux modalités paternalistes de partenariat entre ONG du Nord et ONG africaines.

Aux côtés de ces nouveaux acteurs professionnels, des mouvements citoyens émergent et se font entendre dans l'espace public, sans nécessairement suivre le cadre associatif traditionnel. Dans cette optique, la recherche de **Kelly POULET** étudie le développement d'une fédération d'ONG au Sénégal, un mouvement paysan rural et un acteur incontournable qui est apparu dans un contexte où les politiques agricoles de l'État ont connu des résultats mitigés. En promouvant une forme d'organisation plus informelle, la FONGS-action paysanne porte la volonté de défendre les intérêts de la société civile, en particulier celui de l'autonomie des paysans.

De même, de nombreux projets de recherche soutenus par la Fondation ont permis de mettre la lumière sur de nouveaux acteurs humanitaires. Au Burundi, la sociologue **Émeline UWIZEYIMANA** présente une ONG locale et sa fondatrice. Elle démontre que les activités de cette organisation, créée dans les années 1990, ont une portée de plus long-terme et visent à redéfinir les relations avec les bénéficiaires. Grâce à une forte action sur le terrain, l'ONG a pu collaborer avec des organisations internationales et les acteurs publics, afin de diversifier ses activités, au-delà de l'aide humanitaire d'urgence (formation, micro-crédit...). Enfin, l'action humanitaire s'ouvre de manière croissante à des acteurs moins traditionnels, qu'ils soient privés ou publics.

Enfin, la Fondation soutient également des projets de recherche permettant d'étudier les dynamiques d'émergence et d'autonomisation d'acteurs locaux, et ainsi observer la localisation de l'aide, au prisme des organisations locales. C'est l'objectif du projet du politologue **Jean Émile MBA**, qui étudie « la transition humanitaire par le bas » au Cameroun, à partir de l'expérience des organisations à base communautaire (OBC) soutenues par les ONG internationales, et bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux. Dans la même optique, la sociologue **Diane ALALOUF-HALL** étudie un organisme de coopération international basé à Montréal qui agit sur trois continents : l'Afrique, l'Amérique et l'Asie. Son projet se focalise sur les « bureaux-pays » de l'organisation, avec l'objectif d'interroger le changement organisationnel mené pour internationaliser la gouvernance et la gestion des programmes, afin d'autonomiser progressivement ces bureaux-pays, pensés comme des acteurs locaux.



© Pierre Boris NNDE

3. LES COULISSES DE L'HUMANITAIRE

L'exploration du système humanitaire international et de ses relations avec les organisations locales et les sociétés conduit à s'écarter de la scène internationale pour gagner ses coulisses. Elles sont un espace nécessaire et stimulant pour observer des phénomènes invisibles ou peu relatés par la recherche, revisiter des situations inconfortables ou, au contraire, stimulantes pour les acteurs et réinterroger dans ses interstices la nature et les modalités des relations entre acteurs.

Les travaux de la sociologue **Émeline UWIZEYIMANA**, menés au cœur d'un camp des réfugiés burundais, s'intéressent précisément aux coulisses de l'aide, et à la perception de l'aide humanitaire par les bénéficiaires. La chercheuse met en avant les problématiques de compatibilité entre la culture locale des bénéficiaires et les projets développés par les ONG internationales, ainsi que le manque d'intégration des populations. Son étude se focalise alors sur l'action d'une ONG locale qui propose un autre mode de gestion en visant l'autonomie des personnes concernées et affiche des résultats encourageants. La recherche montre clairement que la transition humanitaire est réelle dans le contexte burundais, mais aussi qu'elle nécessite une transformation des relations entre ONG et populations.

Cette relation d'inégalité structurelle se manifeste également à une échelle plus réduite, au cœur des relations entre le personnel humanitaire et les populations locales. En étudiant les rapports inégaux et paradoxaux qui se développent dans la sphère domestique en Haïti, le criminologue **Arnaud DANDOY** met en lumière une situation sociale plus spécifique, à savoir la dépendance mutuelle entre les humanitaires et leurs femmes de ménage. De ce fait, un processus d'altérisation se met en place, accompagné d'une essentialisation et d'un dénigrement de l'autre. Le chercheur avance ainsi l'hypothèse selon laquelle les problématiques d'insécurité du personnel humanitaire pourraient en partie résider dans la résolution des formes d'inégalité dans la répartition et la reconnaissance dont font l'objet celles et ceux qui appartiennent aux groupes sociaux marginalisés.

L'anthropologue **Amalia DRAGANI** s'est quant à elle intéressée aux rapports intimes entre personnels expatriés et populations locales, dans le but d'analyser les enjeux politiques, sociaux et symboliques au cœur des mixités conjugales entre agents du développement et courtiers locaux. À partir d'une observation menée à Niamey, elle explore la façon dont les sociabilités conjugales participent au « transfert humanitaire », notion clé et défi actuel de l'humanitaire qui consiste à transmettre des compétences aux locaux pour qu'ils soient en mesure d'agir au plus près du terrain, surtout en cas d'enjeux humanitaires majeurs.

Enfin, la sociologue **Verena RICHARDIER** a orienté sa question de recherche sur les relations inter-professionnelles entre le Sud et Nord, à travers l'étude des rapports entre personnels « expatriés » et « locaux ». En effet, les nouvelles configurations qu'induit la transition humanitaire peuvent parfois poser des limites, notamment à l'égard des mobilités dans l'espace professionnel, géographique et symbolique des acteurs de l'aide humanitaire. À travers sa recherche menée au Sénégal et au Niger, elle interroge l'ethnisation des compétences dans un milieu professionnel qui se pluralise, en prenant le cas des diplômés d'un centre de formation réputé.



© Haïti - IFRC

MIEUX AGIR : la réflexion éthique comme un guide pour l'action

Le programme « Transition humanitaire » encourage les projets de recherche intégrant la mise en conscience des dilemmes, le rôle des normes, le questionnement éthique, et l'institutionnalisation de l'aide humanitaire. En partant des principes d'éthique biomédicale d'autonomie, de bienfaisance, de malversation et de justice⁸, il offre des perspectives d'étude originales pour une relecture des pratiques et de la gouvernance du secteur humanitaire, pour informer l'action et guider l'innovation au service des plus vulnérables. Ce positionnement permet d'aborder les mutations et transformations de l'humanitaire contemporain, autant dans une démarche descriptive que normative.

1. L'HUMANITAIRE LOCAL ET LES ENJEUX DE L'AUTONOMIE

Initié à travers le *Grand Bargain* en 2016, l'agenda de la « localisation » de l'aide a fortement marqué le secteur humanitaire ces dernières années. Toutefois, force est de constater que malgré de nombreuses promesses d'augmentation des financements directs aux acteurs locaux, ces engagements peinent à se réaliser. Sur le terrain, de nombreux chercheurs ont étudié les dynamiques à l'œuvre, et la localisation comme pratique ou discours sous une compréhension plus générale de l'humanitaire dit local.

En Guinée, dans un contexte marqué par de nombreuses épidémies, dont Ebola ou le COVID-19, **Stéphanie MALTAIS**, docteure en développement international, a étudié ce processus de localisation, et met en lumière les nombreux défis persistants dans l'autonomisation des acteurs guinéens par rapport aux partenaires techniques et financiers internationaux. Alors que la pandémie de COVID-19 et les restrictions de déplacement associées auraient pu permettre de renforcer une approche plus locale dans la réponse aux crises, les impacts sur l'appui technique, et sur l'appropriation locale de la réponse aux épidémies doivent être finement décryptés, même si des acquis en termes d'autonomisation des acteurs nationaux et locaux sont déjà perceptibles.

La pérennité de ces acquis et des compétences locales était au cœur des travaux menés par l'historien **Anicet ZRAN**. Dans le nord de la Côte d'Ivoire, déchiré pendant un conflit ayant duré plus d'une décennie, il a analysé les modalités d'intervention, puis de départ, des organisations humanitaires internationales. Il démontre que leurs actions, orientées prioritairement vers le domaine de la santé, ont nécessité l'implication d'acteurs locaux tout au long du conflit, et ont ainsi suscité la création de nouvelles ONG, ou la mobilisation d'associations préexistantes. Du fait de la fin du conflit, et d'une transition vers un contexte davantage tourné vers le développement, de nombreuses organisations se sont retirées, et ont poussé les acteurs locaux à mettre en œuvre des stratégies de résilience pour se repositionner. Ses travaux visent à éclairer le processus de lente construction du système de santé entre les acteurs publics, au centre de la dynamique et le rôle stratégique des ONG locales.

Dans d'autres contextes, des chercheurs apportent des constats plus nuancés sur le processus de localisation, soulignant les limites des acteurs locaux, et la préférence des bénéficiaires pour l'aide internationale. Au Bénin, l'anthropologue **Georges DJOHY** a étudié le transfert de pouvoir des humanitaires internationaux aux acteurs locaux dans le nord du pays, régulièrement soumis à des inondations. Ses travaux font état d'un dispositif institutionnel assez conflictuel, qui renforce le pouvoir et l'influence des acteurs politiques locaux, au détriment de la qualité de l'aide, censée être apolitique. Ses travaux démontrent que les perceptions et les pratiques des bénéficiaires révèlent aussi des enjeux importants sur la localisation de l'aide, à travers une préférence pour une aide occidentale perçue comme moins biaisée, moins partisane, et plus respectueuse des valeurs et principes humanitaires internationaux, au contraire d'une locale vue comme davantage partisane, orientée et greffée sur des enjeux électoralistes, claniques, idéologiques et territoriaux.

Dans un contexte d'émergence de nouveaux acteurs assurantiels pour se préparer et répondre aux catastrophes, l'agronome **Mariama NOUHOU KOUTCHA** a étudié au Niger la protection des agriculteurs contre les risques de sécheresse, dans la région de Tillabéri. Ses travaux analysent la manière dont les populations perçoivent les différents dispositifs en matière d'aide d'urgence après sinistre, ou bien d'assurance. Elle démontre que les agriculteurs valorisent principalement les dispositifs apportant une aide abondante et la plus rapide possible, et semblent préférer l'aide fournie par les organismes internationaux, plutôt que l'État ou les ONG nationales.



© Luc ALARY - Haïti - Canadian Red Cross

2. TRANSFERT DES NORMES ET MODÈLES AU SEIN DU SECTEUR HUMANITAIRE

Les chercheurs en sciences sociales mettent fréquemment en lumière les manquements et les effets pervers des programmes d'aide au développement, ou d'aide humanitaire. Dans une perspective critique, les socio-anthropologues et les politistes mobilisent les concepts sur la circulation des normes et les transferts de politiques pour analyser finement les (in)adéquations entre les modalités d'intervention, souvent imaginées comme des modèles standards et leur mise en œuvre dans les pays à faible revenu ou affectés par des crises. Ainsi, plusieurs projets de recherche mettent à jour les écarts, contournements ou innovations de ce que Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN a conceptualisé comme des « modèles voyageurs ».

À travers une recherche conduite en Casamance (Sénégal), l'anthropologue **Alvar JONES SANCHEZ** a étudié les programmes de construction de la paix, et notamment les composantes favorisant la « participation communautaire », généralement sous l'injonction des bailleurs de fonds. Étudiant les comités de paix, mécanismes de gestion des conflits présentés comme locaux, il démontre qu'ils sont plutôt le fruit de la standardisation des stratégies destinées à la construction de la paix. En effet, selon ses travaux, la nécessité de construire l'intervention depuis le bas est systématiquement préconisée depuis le haut, et les objectifs sont prescrits par l'extérieur. Par conséquent, il relève la faible appropriation de ces mécanismes par les populations, voire une dépolitisation de ces dernières du fait de l'imposition de ces modèles.

En s'inscrivant dans cette même approche critique de la participation communautaire, le sociologue **Kouassi Edouard KOUADIO** a étudié la mise en œuvre d'un programme d'assainissement total piloté par la communauté (ATPC) en Côte d'Ivoire, avec la participation active d'une organisation internationale. Ses enquêtes démontrent que ce programme, importé d'Asie du Sud-Est, rencontre de fortes résistances locales et une faible appropriation. En effet, les représentations et les croyances des populations, associées à l'hygiène et l'assainissement, demeurent fortes et constituent un obstacle à la mise en œuvre de ces pratiques. Ainsi, il documente les conséquences d'un trop grand décalage entre les modalités d'intervention d'un programme importé, et la réalité des contextes locaux.

Dans la même optique, la sociologue **Sadio BA GNING** s'est intéressée aux dynamiques collectives et au modèle des bonnes pratiques à travers un consortium regroupant 178 ONG nationales et internationales au Sénégal, ayant pour objectif de défendre des intérêts des ONG mais aussi ceux d'autres acteurs de la société civile. Ses travaux démontrent que malgré la volonté d'aller vers l'autonomisation et la professionnalisation, le collectif a été confronté aux injonctions de la promotion de la « bonne gouvernance » par les acteurs internationaux. Conjugué aux questions de dépendance financière, les bonnes intentions peuvent fragiliser de tels réseaux et a contribué à une faiblesse institutionnelle, voire à des rapports de concurrence entre ONG. Ses travaux démontrent la manière dont des normes, principes et cadres éthiques, circulent entre les organisations du Nord et du Sud, sans toujours être adaptés aux besoins de ces dernières.

Enfin, le transfert des normes à travers les partenariats entre organisations humanitaires du Sud et du Nord sont un point central de la relation entre les acteurs. Ils constituent aussi le point de départ des travaux des anthropologues **Jacky BOUJU** et **Sylvie AYIMPAM**, qui se sont intéressés aux différences de moyens financiers entre les partenaires du Nord et les partenaires locaux au Burkina Faso, engendrant des déséquilibres dans les termes de l'échange entre les contributions et les rétributions attendues par chacun dans l'arène humanitaire. Ils proposent ainsi une réflexion autour de la « violence symbolique » de l'aide, pensée comme asymétrie intrinsèque au mode de relation Nord-Sud. Cette violence s'incarne dorénavant dans les normes de la culture managériale imposée par la bureaucratie des grandes agences internationales, prenant la forme d'un modèle profondément ethnocentrique et largement inadapté aux réalités des sociétés du Sud, limitant de manière paradoxale les opportunités de la « localisation ».



© Virginie TROIT

Les modèles voyageurs

Depuis plus de 40 ans, l'anthropologue **Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN** documente, analyse et conceptualise les différentes dimensions de l'ingénierie sociale du développement en Afrique de l'Ouest. Récompensé par un prix honorifique de la Fondation, ses travaux ont fortement influencé des générations de socio-anthropologues. Dans son dernier ouvrage, intitulé « La revanche des contextes »⁹, il reprend notamment le concept de « *modèles voyageurs* », pouvant être défini comme tel :

Élaborés par des experts internationaux, portés et financés par des institutions de développement, les modèles voyageurs sont exportés massivement en solutions « prêtes-à-porter » vers les pays à faibles revenus. Un modèle voyageur, souvent issu d'une expérience fondatrice, est manufacturé autour d'un mécanisme doté d'une efficacité intrinsèque, et de dispositifs opérationnels nécessaires à sa mise en œuvre. Il est ensuite disséminé dans des contextes variés par des réseaux de professionnels et de décideurs. La confrontation avec les contextes locaux, c'est-à-dire les acteurs de terrain, produit d'inévitables *implementation gaps*, de nombreux effets imprévus et des

résultats décevants ou éloignés des objectifs initiaux – comme l'illustrent les nombreuses études de cas présentées dans ce volume, basées sur des données empiriques originales, recueillies de par le monde.

Les modèles voyageurs : une ingénierie sociale du développement, *Revue internationale des études de développement*

Au-delà des enjeux de participation communautaire, plusieurs chercheurs soutenus par la Fondation se sont intéressés aux interventions du secteur lucratif, ou bien de la promotion de l'entrepreneuriat social. Au Burkina Faso, l'anthropologue **Roberta RUBINO** a analysé les effets provoqués par les programmes d'activités génératrices de revenu, largement promues par les ONG. S'intéressant au secteur de la transformation alimentaire, elle démontre que ces activités, pensées pour renforcer l'autonomie économique des personnes qui en bénéficient, peuvent aussi contribuer à les enfermer dans une « économie de la survie » et à les maintenir dans une trame de relations sociales traditionnelles.

Ainsi, dans le but d'établir un nouveau mode d'action économique qui non seulement se fonde sur le lien social et le renforce, l'entrepreneuriat social apparaît ainsi comme un concept véhiculé par les acteurs du développement au Nord et largement promu localement par des organisations intermédiaires. La sociologue **Anastasia-Alithia SEFERIADIS** s'est intéressée à l'entrepreneuriat social féminin au Ghana. Elle démontre que la large promotion du modèle conduit certaines femmes à requalifier leur ONG en entreprise sociale, bien qu'elles ne génèrent aucun résultat financier. Cette requalification de l'engagement génère des dépendances aux aides externes pour combler les déficits face à la concurrence inégale du marché.



© Virginie TROIT

ZOOM CHERCHEUR

Le « double regard » d'un ancien humanitaire devenu anthropologue

Avant de devenir docteur en anthropologie sociale, Alvar JONES SANCHEZ a évolué pendant presque dix ans dans le domaine de l'aide humanitaire et du développement dans le contexte africain, où il a dirigé de nombreux programmes d'intervention.

« J'ai été coopérant international entre 2005 et 2014, pour la Croix-Rouge espagnole essentiellement, en Guinée équatoriale, au Cap-Vert, au Sénégal et en Tunisie. J'ai une formation d'anthropologue à la base, et j'ai d'abord pensé que ce bagage pourrait me servir dans le cadre de la coopération. Mais ce ne fut pas le cas, car on travaille dans l'urgence, on gère beaucoup d'administratif, on est dans le formel et la représentation... là où l'anthropologue a besoin de temps, de terrain, d'informel. Après près de dix ans de coopération, j'ai eu besoin de revenir aux sources et de reprendre mes travaux de recherche. C'est important de désacraliser l'aide humanitaire afin de la rendre plus efficace, surtout que mon double regard d'humanitaire et d'anthropologue me permettait de mieux comprendre le terrain. »

Sa recherche conduite avec le soutien de la Fondation sur les dynamiques désignées comme « participatives » ou à « base communautaire », en vogue dans l'industrie du développement, a été l'occasion d'un retour en Casamance, et d'une prise de conscience de sa nouvelle position vis-à-vis des personnes qu'il avait côtoyées en tant que coopérant.

« Je suis donc retourné en Casamance, que je connaissais en tant que coopérant. J'ai réalisé que mon nouveau statut rendait difficile l'organisation d'entretiens et que j'étais moins pris au sérieux ; ma voix ne résonnait pas auprès des acteurs de terrain. Cela a alimenté ma réflexion sur la nécessité de créer les conditions de la rencontre entre opérationnels et chercheurs et d'inventer des nouvelles modalités de coopération ».



Alvar JONES SANCHEZ
Docteur en anthropologie



© Virginie TROIT

ET DEMAIN ?



Entretien avec...

Dorothea HILHORST
Professeure d'études humanitaires

Dorothea HILHORST est professeure d'études humanitaires et de reconstruction à l'Institut international des études sociales (ISS) de l'Université Erasmus de Rotterdam et à l'Université de Wageningen (Pays-Bas). Elle est par ailleurs présidente de l'*International Humanitarian Studies Association* (IHSA) et directrice honoraire du Centre de recherche et d'expertise Genre et Développement (CREGED) en République démocratique du Congo. Ses recherches portent sur les relations entre aide humanitaire et société. Elle s'intéresse particulièrement aux interactions entre humanitaire et développement et à la consolidation de la paix. Elle a été lauréate en 2020 d'un prix de recherche de la Fondation.

Comment pouvons-nous aborder le défi de la croissance des besoins des populations dépassant la capacité des acteurs humanitaires à pouvoir y faire face ?

Dans le contexte actuel marqué par la montée en puissance des conflits à l'échelle mondiale, une persistance de ces tensions, ainsi que des effets tangibles du changement climatique et de ses projections alarmantes, la croissance des besoins humanitaires s'accélère. Parallèlement, les difficultés d'accès se multiplient, faisant grimper les coûts de l'assistance humanitaire dans de nombreuses régions du globe, et rendant cette entreprise de plus en plus ardue et périlleuse.

Face à ces défis grandissants, une nouvelle approche s'impose. J'aborde ici ce que j'appelle, «l'humanitaire résilient». Une approche mettant en exergue la nécessité d'une adaptation constante de

l'action humanitaire afin de maintenir son efficacité et sa pertinence. Dans cette optique, il convient de mettre davantage l'accent sur le rôle des autorités nationales, ainsi que de promouvoir les prestataires de services nationaux, qu'ils opèrent dans le domaine humanitaire ou d'autres secteurs. Cet aspect revêt une importance particulière.

Une autre facette cruciale concerne notre perception et notre redevabilité envers les personnes. Il est impératif d'accorder un plus grand respect et une reconnaissance accrue à leur autonomie. Cependant, il faut noter que cette autonomie peut parfois être entravée par des contraintes extérieures, même dans des situations où elle serait souhaitable.

En troisième lieu, l'approche dite «de nexus» qui vise à relier l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix comporte de nombreux avantages, mais elle expose également l'humanitaire à un risque croissant de politisation, ce qui suscite des préoccupations multiples, dont celle de l'accès aux populations. En parallèle, il convient de noter qu'une autre approche «Nexus» émerge entre l'humanitaire, la sécurité et la lutte contre la migration irrégulière. Or, il est impératif de traiter avec précaution ces nouvelles tendances, de les examiner de manière critique et de déterminer leurs apports pour les populations. Enfin, une question cruciale qui mérite réflexion est celle de la localisation de l'aide humanitaire. Il est nécessaire de se demander si la communauté humanitaire internationale progresse véritablement dans cette direction.

Les praticiens et chercheurs accordent-ils une attention adéquate aux défis qui se profilent au cours des 10 à 20 prochaines années, y compris ceux déjà évoqués ? Y a-t-il des aspects essentiels qui sont négligés et qui nécessiteraient des efforts en matière de recherche et d'action ?

Les recommandations clés pour la recherche future dans le domaine de l'humanitaire incluent en premier lieu d'approfondir la compréhension de la diversité. Il est essentiel de reconnaître que l'humanitaire revêt différentes formes en fonction du contexte dans lequel il se déploie. Le secteur est, en effet, profondément ancré dans les réalités sociales et l'économie politique des régions où il opère. Il est ainsi nécessaire de mener des analyses approfondies

pour comprendre comment ces facteurs influencent la manière dont l'humanitaire se développe. Enfin, et dans cette continuité, il est crucial de développer des théories intermédiaires qui permettent de comprendre la pluralité des contextes, mais aussi leurs similarités. Cela aidera à élaborer des modèles et des approches plus adaptés pour répondre efficacement aux besoins dans divers environnements. J'emploie ainsi le terme «humanitarismes» au pluriel pour mieux appréhender la multitude des systèmes.

Comment envisagez-vous le rôle des sciences sociales et des différentes disciplines pour accompagner les ONG et la société civile dans leur réflexion sur leur mission et pour faciliter la recherche et le partage d'informations ?

Je pense que la recherche doit être solidement ancrée dans les réalités locales, mais elle doit également être menée en étroite collaboration avec les acteurs locaux et les parties prenantes. Cette collaboration est essentielle. Dans le contexte des crises humanitaires, les chercheurs doivent jouer un rôle plus proactif. Il est donc crucial d'établir un dialogue entre les chercheurs, les acteurs humanitaires, les journalistes, les observateurs critiques et la société civile locale. Cela permettra de mieux comprendre les besoins locaux et de trouver des solutions adaptées. Les initiatives d'observatoires humanitaires, comme celle encouragée par l'IHSA, sont ainsi des dynamiques riches, notamment en Afrique.



© Virginie TROIT

RÉFÉRENCES

¹ MATTEI, Jean-François et TROIT, Virginie, « La transition humanitaire et le recours à l'éthique », Bulletin de l'Académie nationale de médecine, 2017.

² Ibid.

³ IDMC, 2023 Global Report on Internal Displacement, GRID 2023 [en ligne].

⁴ FICR, World Disasters Report, 2022.

⁵ OBRECHT, Alice, SWITHERN, Sophia et DOHERTY, Jennifer, « The State of the Humanitarian System », ALNAP, 358 p, 2022. <https://sohs.alnap.org/>.

⁶ Commission Européenne, « Grand compromis (Grand Bargain) », Consulté sur https://civil-protection-humanitarian-aid.ec.europa.eu/what/humanitarian-aid/grand-bargain_fr.

⁷ URQUHART, Angus, GIRLING-MORRIS, Fran, NELSON-POLLARD, Susanna, MASON, Erica, The Global Humanitarian Assistance Report 2022, Development Initiatives, 2022, 129 p. <https://devinit.org/resources/global-humanitarian-assistance-report-2022/>.

⁸ BEAUCHAMP, Tom, CHILDRESS, James, Principles of Biomedical Ethics, 7^e Edition, New York: Oxford University Press, 2013.

⁹ OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, La revanche des contextes, Karthala, 2021.

LISTE DES PAPIERS DE LA FONDATION

AYIMPAM Sylvie et BOUJU Jacky,

« Ethnocentrisme et partenariat : la violence symbolique de l'aide humanitaire », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°1, Décembre 2015.

BA GNING Sadio et POULET Kelly,

« Appréhender les ONG comme espace de gouvernance : de l'ethnographie des pratiques à celle des contraintes à l'autonomie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°12, Février 2017.

CORBET Alice, AMBROSETTI David,

BAYLE Gabrielle, LABZAE Mehdi,
« Agents de l'Etat et acteurs humanitaires : enjeux d'une interdépendance négociée – Etude de cas à Gambella », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°8, Février 2017.

DANDOY Arnaud, « Des humanitaires et de leurs femmes de ménage : l'éthique du care contre l'exceptionnalisme humanitaire », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°9, Février 2017.

DJOHY Georges, « Transition humanitaire et localisation de l'aide au Bénin : enjeux des perceptions et pratiques des bénéficiaires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°23, Avril 2019.

DRAGANI, Amalia, « Le transfert humanitaire au prisme des relations intimes: hétérogamies extrêmes et « nouveaux cadets sociaux » au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°18, Mai 2018.

IGODOE, Aissata, « L'emploi des jeunes à Agadez : stratégies des acteurs locaux face aux enjeux migratoires », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°50, Décembre 2022.

JONES SANCHEZ Alvar, « Les comités de paix pour la résolution de conflits en Casamance : de l'illusion populaire au déni politique », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°13, Mars 2018.

KOUADIO Kouassi Edouard, « L'ATPC dans le Bounkani (Côte d'Ivoire) : la difficile appropriation par les acteurs locaux », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°24, Juillet 2019.

NOUHOU KOUTCHA Mariama, « Évaluation par les populations des dispositifs de gestion des risques climatiques : le cas de la sécheresse au Niger », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°26, Septembre 2019.

MALTAIS Stéphanie, « Localisation de l'aide internationale en santé : Impacts de la COVID-19 en Guinée », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°54, Juin 2023.

RAFIDINARIVO Christiane,

RALAMBOSON Hantsa et RANAIVOARIVELO Marie-Donna,
« Transition politique et transition humanitaire : analyse politique comparée de la transition financière », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°10, Février 2017.

RUBINO Roberta, « Les acteurs de la transformation agroalimentaire ouagalaise dans la trappe de l'économie de la survie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°21, Avril 2019.

SEFERIADIS Anastasia-Alithia,

« La sociologie de l'acteur-réseau appliquée à l'entrepreneuriat social féminin : le cas des entrepreneures émergentes au Ghana », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°34, Mars 2020.

SEMIN Jeanne, « Vers un plan de retrait des enfants des rues de Saint-Louis du Sénégal : transition humanitaire et principe éthique d'autonomie », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°14, Mars 2018.

SMIRNOVA Tatiana, « Boko Haram et les déplacés dans la région de Diffa au Niger : penser et construire la réponse humanitaire dans un contexte insurrectionnel (2013-2016) », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°19, Mai 2018.

TAN Danielle, « La transition humanitaire au Laos, une cartographie des acteurs, des dynamiques et des modes de gouvernance », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°2, Janvier 2016.

UWIZEYIMANA Émeline, « La transition humanitaire dans un camp de réfugiés burundais », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°11, Février 2017.

ZRAN Toily Anicet, « Les ONG et la reconstruction du système de santé publique au nord de la Côte d'Ivoire : stratégies de repositionnement et de collaboration », Fondation Croix-Rouge française, Les Papiers de la Fondation, n°20, Mars 2019.